

Art. 14. In hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt een artikel 24 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 24. De zetel van de Commissie is gevestigd ten zetel van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Het secretariaat van de Commissie wordt gezamenlijk waargenomen door het Parlement van de Franse Gemeenschap en door het Waalse Parlement, volgens de nadere regels die zij bepalen.

De vergaderingen van de Commissie worden gehouden in de lokalen van het Parlement van de Franse Gemeenschap, van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie of van het Waalse Parlement, afhankelijk van de beslissing van de Commissie. »

Art. 15. Bij overgangsmaatregel en met als doel de continuïteit van de installatieactiviteiten van de Commissie te garanderen, blijven de kandidaturen die zijn ingediend op basis van oproepen tot kandidaten gepubliceerd overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 vóór de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet, volledig geldig, tenzij anders vermeld door de kandidaten of niet-naleving van de voorwaarden voorzien door de wetgeving.

Art. 16. Dit gezamenlijk decreet heeft uitwerking op de dag na de afkondiging ervan door de laatste van de betrokken entiteiten.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 maart 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 589-1 - Commissieamendement(en), nr. 589-2 - Commissieverslag, nr. 589-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 598-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 589-5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 maart 2024.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/002761]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse, de directeur ou de directeur adjoint de la protection de la jeunesse, de chargé de prévention et de coordinateur de zone en exécution du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 décembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 décembre 2023 ;

Vu le « test genre » du 6 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Comité de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 8 janvier 2024 ;

Vu le protocole n^o589 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 25 janvier 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 8 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.581/2;

Vu la décision de la section de législation du 8 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et de la Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Des conseillers, conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse, des directeurs et directeurs adjoints de la protection de la jeunesse, des chargés de prévention et des coordinateurs de zone*

Section 1^{re}. — Des conseillers, conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse et des directeurs et directeurs adjoints de la protection de la jeunesse

Article 1^{er}. Les attributions de conseiller de l'aide à la jeunesse ou de directeur de la protection de la jeunesse au sens des articles 16, 17, 18 et 19 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse sont exercées par des agents titulaires du grade de directeur ou directrice (catégorie : spécialisé).

Les attributions de conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse ou de directeur adjoint de la protection de la jeunesse au sens des articles 16, 17, 18 et 19 du décret précité sont exercées par des agents titulaires du grade d'attaché ou attaché principal ou attachée ou attachée principale (catégorie : spécialisé).

Art. 2. Par dérogation à l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, le grade de directeur ou de directrice peut être conféré aux lauréats d'un concours de recrutement organisé en vue d'assurer l'exercice des attributions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le grade d'attaché ou d'attachée peut être conféré aux lauréats d'un concours de recrutement organisé en vue d'assurer l'exercice des attributions visées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Art. 3. Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises, les concours visés à l'article 2 sont accessibles aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long (Master/Licence), ou de son équivalence reconnue par le Service de la reconnaissance académique et professionnelle des diplômes étrangers d'enseignement supérieur de la Communauté française, et aux lauréats du concours d'accession de niveau 1 de la Communauté française.

Art. 4. Pour le recrutement au grade de directeur ou directrice visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, les candidats doivent justifier d'une expérience utile en rapport avec la fonction à conférer de neuf années.

Pour le recrutement au grade d'attaché ou d'attachée visé à l'article 1^{er}, alinéa 2, les candidats doivent justifier d'une expérience utile en rapport avec la fonction à conférer de cinq années.

Art. 5. § 1^{er}. L'expérience utile au sens de l'article 4 s'entend d'une expérience professionnelle en lien avec l'aide ou la protection de la jeunesse exercée dans les secteurs de l'aide à la jeunesse, de l'aide de 1^{ère} ligne, de la santé mentale, des maisons de justice, du secteur judiciaire, du secteur de l'enseignement ou du secteur du handicap, étant entendu que cette expérience doit avoir été acquise dans une fonction à visée sociale, pédagogique, psychologique, juridique, d'inspection ou de direction.

§ 2. La preuve de l'expérience utile visée au paragraphe 1^{er} est rapportée par une attestation établie par l'employeur, le pouvoir organisateur, tout autre supérieur hiérarchique du service où le candidat exerce ou a exercé ses activités ou tout autre opérateur avec lequel le candidat collabore ou a collaboré en sa qualité d'indépendant.

En cas d'impossibilité de fournir une telle attestation, la preuve peut être rapportée par toute voie de droit.

§ 3. Pour les périodes d'activités exercées à temps partiel, l'expérience pouvant être valorisée comme expérience utile au sens de l'article 4 est réduite à due concurrence.

Section 2. — Des chargés de prévention

Art. 6. Les attributions de chargé de prévention au sens de l'article 10 du décret du 18 janvier 2018 précité sont exercées par des agents titulaires du grade de directeur ou directrice (catégorie : spécialisé).

Art. 7. § 1^{er}. Il est pourvu aux emplois de chargés de prévention par appel conjoint :

1° à la mobilité statutaire des conseillers de l'aide à la jeunesse ou des directeurs de la protection de la jeunesse ;

2° à la promotion par avancement de grade des conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse ou des directeurs adjoints de la protection de la jeunesse :

Le Gouvernement désigne les chargés de prévention sur la base d'un dossier constitué par le Conseil de direction du Ministère de la Communauté française suite à la comparaison des titres et mérites des candidats.

Les candidats doivent justifier d'une expérience utile en rapport avec la fonction à conférer, telle que définie à l'article 5, de neuf années.

§ 2. Dans le cas où la procédure de désignation visée au paragraphe 1^{er} ne permet pas de pourvoir aux emplois de chargés de prévention, le grade de directeur correspondant peut être conféré, par dérogation à l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité, aux lauréats d'un concours de recrutement.

§ 3. En l'absence de réserve de recrutement, il est procédé à un appel interne et à un appel externe à candidatures en vue de pourvoir à ces emplois par voie contractuelle conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII.

Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises, peuvent poser leur candidature aux appels visés à l'alinéa 1^{er}, les candidats porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long (Master/Licence), ou de son équivalence reconnue par le Service de la reconnaissance académique et professionnelle des diplômes étrangers d'enseignement supérieur de la Communauté française, et les lauréats du concours d'accession de niveau 1 de la Communauté française.

Les candidats doivent justifier d'une expérience utile en rapport avec la fonction à conférer, telle que définie à l'article 5 de neuf années.

Section 3. — Des coordinateurs de zone

Art. 8. Les coordinateurs de zone, au sens de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 portant exécution des articles 37 et 52 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, sont désignés parmi les directeurs ou directeurs adjoints de la protection à la jeunesse et les conseillers ou conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse pouvant justifier d'une expérience en tant que directeur ou directeur adjoint de la protection à la jeunesse ou de conseiller ou conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse d'au moins cinq ans.

Les emplois de coordinateurs de zone sont des emplois de directeur rang 12 (catégorie : spécialisé – groupe de qualification : 2).

L'autorité compétente pour déclarer les emplois vacants dresse un profil de fonction en termes de qualification et d'expérience souhaitées.

Art. 9. § 1^{er}. Il est pourvu aux emplois de coordinateur de zone suite à un appel conjoint à mobilité interne au personnel statutaire et contractuel :

- 1° soit, par changement de fonction ou avancement de grade si le membre du personnel sélectionné est statutaire ;
- 2° soit, par avenant au contrat de travail si le membre du personnel sélectionné est contractuel.

Le Gouvernement, désigne les coordinateurs de zone sur la base d'un dossier constitué par le Conseil de Direction suite à la comparaison des titres et mérites de l'ensemble des candidats.

§ 2. Dans le cas où la procédure de désignation visée au paragraphe 1^{er} ne permet pas de pourvoir aux emplois de coordinateur de zone, le grade de directeur correspondant peut être conféré, par dérogation à l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité, aux lauréats d'un concours de recrutement.

§ 3. En l'absence de réserve de recrutement, les coordinateurs de zone sont engagés par contrat de travail conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII.

Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises, peuvent seuls se porter candidats, les porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long (Master/Licence), ou de son équivalence reconnue par le Service de la reconnaissance académique et professionnelle des diplômes étrangers d'enseignement supérieur de la Communauté française, et les lauréats du concours d'accession de niveau 1 de la Communauté française.

Les candidats doivent justifier d'une expérience utile en rapport avec la fonction à conférer, telle que définie à l'article 5, d'au moins dix ans.

Section 4. — Situation pécuniaire

Art. 10. L'échelle de traitement des agents visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, des chargés de prévention et des coordinateurs de zone est fixée conformément aux dispositions du point « 5 - Echelles de promotion - 120/2 » de la rubrique « Echelles du niveau 1 » reprise à l'annexe Ière de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

L'échelle de traitement des agents visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, est fixée conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du point « 2 - Echelles de qualification 2 » de la rubrique « Echelles du niveau 1 » reprise à l'annexe Ière du même arrêté.

Art. 11. Il est octroyé aux membres du personnel exerçant la fonction de chargé de prévention et de coordinateur de zone, une allocation dont le montant est fixé à 6.110 euros sur base annuelle.

Art. 12. Le montant de l'allocation visée à l'article 11 est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977, organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Il est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

L'allocation est payée mensuellement et à terme échu.

Pour les membres du personnel définitif, l'allocation n'est due que pour des périodes durant lesquelles ces derniers se trouvent dans la position administrative d'activité de service.

Pour les membres du personnel contractuel, l'allocation n'est pas due pour les périodes durant lesquelles le contrat de l'intéressé est suspendu.

L'allocation est suspendue lorsque la mention d'évaluation défavorable est attribuée.

Lorsque l'agent ou le stagiaire effectue des prestations à temps partiel, l'allocation est réduite à due concurrence.

CHAPITRE II. — Dispositions modificatives, abrogatoires et finales

Art. 13. À l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la ligne relative à la nomination au grade de Directeur – catégorie : spécialisé – groupe 2, pour le 12 la mention commençant par les mots « Pour le 11 : article 2 » est remplacée par ce qui suit : « Pour le 11 : article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de Conseiller ou de Conseiller adjoint de l'Aide à la jeunesse, de Directeur ou de Directeur adjoint de la protection de la jeunesse, de Chargé de prévention et de Coordinateur de zone en exécution du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. » ;

2° dans la ligne relative à la nomination au grade d'Attaché – catégorie : spécialisé – groupe 2, pour le 12 la mention commençant par les mots « Pour le 11 : article 2 » est remplacée par ce qui suit : « Pour le 11 : article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de Conseiller ou de Conseiller adjoint de l'Aide à la jeunesse, de Directeur ou de Directeur adjoint de la protection de la jeunesse, de Chargé de prévention et de Coordinateur de zone en exécution du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. ».

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est abrogé.

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2018 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de chargés de prévention, en exécution du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse est abrogé.

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 novembre 2022 relatif aux agents des services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de coordinateur de zone en application du Chapitre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 portant exécution des articles 35, § 5, alinéa 2, et 53, § 6, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse est abrogé.

Art. 17. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et le Ministre qui a l'Aide à la jeunesse dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
Fr. BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002761]

7 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de ambtenaren van de diensten van de Regering die belast zijn met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, van directeur of adjunct-directeur voor jeugdbescherming, van preventieverantwoordelijke en van zonecoördinator ter uitvoering van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 december 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 december 2023;

Gelet op de « gendertest » van 6 december 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 8 januari 2024;

Gelet op het protocol nr. 589 van het Onderhandelingscomité van sector XVII, gesloten op 25 januari 2024;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 8 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.581/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 8 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Adviseurs, adjunct-adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd, directeurs en adjunct-directeurs voor jeugdbescherming, preventieverantwoordelijken en zonecoördinatoren*

Afdeling 1. — Adviseurs, adjunct-adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en directeurs en adjunct-directeurs voor jeugdbescherming

Artikel 1. De bevoegdheden van adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of van directeur voor jeugdbescherming in de zin van de artikelen 16, 17, 18 en 19 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming worden uitgeoefend door ambtenaren die titularis zijn van de graad van directeur of directrice (categorie: gespecialiseerd).

De bevoegdheden van adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of van adjunct-directeur voor jeugdbescherming in de zin van de artikelen 16, 17, 18 en 19 van bovengenoemd decreet worden uitgeoefend door ambtenaren die titularis zijn van de graad van attaché of eerstaanwendend attaché of van attachée of eerstaanwendend attachée (categorie: gespecialiseerd).

Art. 2. In afwijking van artikel 17 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, kan de graad van directeur of directrice worden toegekend aan de geslaagden van een wervingsexamen georganiseerd met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in artikel 1, eerste lid.

De graad van attaché of attachée kan worden toegekend aan geslaagden van een wervingsexamen georganiseerd met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in artikel 1, tweede lid.

Art. 3. Onverminderd de andere vereiste reglementaire voorwaarden staan de wervingsexamens bedoeld in artikel 2 open voor houders van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type (Master/licentiaat), of van een gelijkwaardigheid erkend door de Dienst voor academische en professionele erkenning van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en voor geslaagde kandidaten van een toelatingsexamen van niveau 1 van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. Voor de aanwerving in de graad van directeur of directrice bedoeld in artikel 1, eerste lid, moeten de kandidaten aantonen dat zij over een nuttige ervaring van negen jaar beschikken in verband met het te begeven ambt.

Voor de aanwerving in de graad van attaché of attachée bedoeld in artikel 1, tweede lid, moeten de kandidaten aantonen dat zij over een nuttige ervaring van vijf jaar beschikken in verband met het te begeven ambt.

Art. 5. § 1. Onder nuttige ervaring in de zin van artikel 4 wordt verstaan een nuttige ervaring in verband met de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdbescherming opgedaan in de sectoren van hulpverlening aan de jeugd, de eerstelijns hulp, geestelijke gezondheid, justitiehuisen, gerechtelijke sector, sector van het onderwijs of sector van het handicap, met dien verstande dat deze ervaring moet zijn opgedaan in een sociale, pedagogische, psychologische, juridische, inspectie- of directiefunctie.

§ 2. Het bewijs van de nuttige ervaring bedoeld in paragraaf 1 wordt geleverd in de vorm van een attest dat is afgegeven door de werkgever, de inrichtende macht, elke andere hiërarchische meerdere van de dienst waar de kandidaat zijn activiteiten verricht of heeft verricht, of elke andere operator bij wie de kandidaat als zelfstandige werkt of heeft gewerkt.

Als het onmogelijk is om een dergelijk attest te overleggen, kan het bewijs met elk wettelijk middel worden geleverd.

§ 3. Voor periodes van deeltijdse activiteiten wordt de ervaring die kan worden meegerekend als nuttige ervaring in de zin van artikel 4 tot een passende beloop verminderd.

Afdeling 2. — Preventieverantwoordelijken

Art. 6. De bevoegdheden van preventieverantwoordelijken in de zin van artikel 10 van het voornoemde decreet van 18 januari 2018 worden uitgeoefend door ambtenaren die titularis zijn van de graad van directeur of directrice (categorie: gespecialiseerd).

Art. 7. § 1. De betrekkingen van preventieverantwoordelijken worden ingevuld door middel van een gezamenlijke oproep :

1° tot statutaire mobiliteit van adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd of van directeurs voor jeugdbescherming ;

2° tot bevordering door verhoging in graad van adjunct-adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd of adjunct-directeurs voor jeugdbescherming :

De Regering stelt de preventieverantwoordelijken aan op basis van een dossier dat wordt samengesteld door de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap na een vergelijking van de kwalificaties en verdiensten van de kandidaten.

Kandidaten moeten een nuttige ervaring van negen jaar kunnen aantonen in verband met het te begeven ambt, zoals bepaald in artikel 5.

§ 2. Indien de aanstellingsprocedure bedoeld in paragraaf 1 het niet mogelijk maakt in de betrekkingen van preventieverantwoordelijken te voorzien, kan, in afwijking van artikel 17 van bovengenoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996, de overeenkomstige graad van directeur worden toegekend aan geslaagde kandidaten van een vergelijkend wervingsexamen.

§ 3. Bij ontstentenis van een aanwervingsreserve worden een interne oproep en een externe oproep tot kandidaten gedaan met het oog op de invulling van deze betrekkingen op contractuele wijze, overeenkomstig het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren.

Onverminderd de andere vereiste wettelijke voorwaarden kunnen zich kandidaat stellen voor de oproepen bedoeld in het eerste lid, de kandidaten die in het bezit zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type (Master/Licentiaat) of van een gelijkwaardigheid erkend door de Dienst voor academische en professionele erkenning van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, en de geslaagde kandidaten van het toelatingsexamen van niveau 1 van de Franse Gemeenschap.

Kandidaten moeten een nuttige ervaring van negen jaar aantonen in verband met het te begeven ambt, zoals bepaald in artikel 5..

Afdeling 3. — Zonecoördinatoren

Art. 8. Zonecoördinatoren, in de zin van artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 augustus 2022 tot uitvoering van de artikelen 37 en 52 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, worden aangesteld onder de directeurs of adjunct-directeurs voor jeugdbescherming en de adviseurs of adjunct-adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd die kunnen bewijzen dat ze minstens vijf jaar ervaring hebben als directeur of adjunct-directeur voor jeugdbescherming of als adviseur of adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd.

De betrekkingen van zonecoördinatoren zijn betrekkingen van directeur rang 12 (categorie: gespecialiseerd - kwalificatiegroep : 2).

De overheid die bevoegd is om betrekkingen vacant te verklaren, stelt een ambtsprofiel op met de vereiste kwalificaties en ervaring.

Art. 9. § 1. De betrekkingen van zonecoördinatoren zijn ingevuld na een gezamenlijke oproep tot interne mobiliteit voor statutair en contractueel personeel :

1° of, door een verandering van ambt of een bevordering in graad als het geselecteerde personeelslid statutair is;

2° of, door een aanhangsel bij een arbeidsovereenkomst als het geselecteerde personeelslid contractueel is.

De regering stelt de zonecoördinatoren aan op basis van een dossier dat door de Directieraad samengesteld is na een vergelijking van de kwalificaties en verdiensten van alle kandidaten.

§ 2. Indien de aanstellingsprocedure bedoeld in paragraaf 1 het niet mogelijk maakt in de betrekkingen van zonecoördinatoren te voorzien, kan, in afwijking van artikel 17 van bovengenoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996, de overeenkomstige graad van directeur worden toegekend aan geslaagde kandidaten van een wervingsexamen.

§ 3. Bij ontstentenis van een aanwervingsreserve worden de zonecoördinatoren aangeworven in het kader van een arbeidsovereenkomst overeenkomstig het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren.

Onverminderd de andere vereiste wettelijke voorwaarden kunnen enkel zich kandidaat stellen, de kandidaten die in het bezit zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type (Master/Licentiaat) of van een gelijkwaardigheid erkend door de Dienst voor academische en professionele erkenning van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, en de geslaagde kandidaten van het toelatingsexamen van niveau 1 van de Franse Gemeenschap.

Kandidaten moeten ten minste een nuttige ervaring van tien jaar bewijzen in verband met het te begeven ambt, zoals bepaald in artikel 5.

Afdeling 4. — Geldelijke situatie

Art. 10. De weddeschaal van de ambtenaren bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de preventieverantwoordelijken en de zonecoördinatoren wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van punt "5 - Bevorderingsschalen - 120/2" onder de rubriek "Weddeschalen van niveau 1" opgenomen in bijlage 1 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De weddeschaal van de ambtenaren bedoeld in artikel 1, tweede lid, wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid, van punt "2 - Kwalificatieschalen 2" van de rubriek "Weddeschalen van niveau 1" opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 11. Er wordt een toelage die vastgesteld is op 6.110 euro op jaarbasis toegekend aan personeelsleden die de functie van preventieverantwoordelijke of zonecoördinator uitoefenen.

Art. 12. Het bedrag van de toelage bedoeld in artikel 11 is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

De toelage wordt maandelijks en op vervallen termijn betaald.

Voor de vast benoemde personeelsleden is de toelage alleen verschuldigd voor de perioden gedurende welke die zich in de administratieve stand van dienstactiviteit bevinden.

Voor de contractuele personeelsleden is de toelage niet verschuldigd voor de perioden waarin de arbeidsovereenkomst van de betrokkene is opgeschort.

De toelage wordt opgeschort wanneer een ongunstige evaluatievermelding wordt toegekend.

Als de ambtenaar of stagiair deeltijds werkt, wordt de toelage tot een passende beloop verminderd.

HOOFDSTUK II. — Wijziging-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 13. In bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de regel met betrekking tot de benoeming in de graad van Directeur - categorie: gespecialiseerd - groep 2, voor 12, wordt de vermelding die begint met de woorden "Voor 11: artikel 2" vervangen als volgt : "Voor 11: artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 maart 2024 betreffende de ambtenaren van de diensten

van de Regering die belast zijn met de uitoefening van de functies van adviseur of adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, van directeur of adjunct-directeur voor jeugdbescherming, van preventieverantwoordelijke en van zonecoördinator ter uitvoering van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. » ;

2° in de regel met betrekking tot de benoeming in de graad van Attaché - categorie: gespecialiseerd - groep 2, voor 12, wordt de vermelding die begint met de woorden "Voor nummer 11: artikel 2" vervangen als volgt : "Voor 11: artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 maart 2024 betreffende de ambtenaren van de diensten van de Regering die belast zijn met de uitoefening van de functies van adviseur of adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, van directeur of adjunct-directeur voor jeugdbescherming, van preventieverantwoordelijke en van zonecoördinator ter uitvoering van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. ».

Art. 14. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd, wordt opgeheven.

Art. 15. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 september 2018 betreffende de ambtenaren van de diensten van de Regering die belast zijn met de uitoefening van de bevoegdheden van preventieverantwoordelijke, in uitvoering van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, wordt opgeheven.

Art. 16. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 november 2022 betreffende de ambtenaren van de regeringsdiensten belast met de uitoefening van de bevoegdheden van zonecoördinator met toepassing van Hoofdstuk II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 augustus 2022 tot uitvoering van de artikelen 35, § 5, tweede lid, en 53, § 6, van het decreet van 18 januari 2018 tot vaststelling van het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, wordt opgeheven.

Art. 17. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd zijn elk wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
Fr. BERTIEAUX

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/0002560]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre confessionnel du 25 octobre 2023 relative à la procédure électorale pour la mise en place des Instances de Concertation Locale dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les articles 95 et 97 ;

Considérant la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre confessionnel de rendre obligatoire sa décision du 25 octobre 2023 ;

Sur la proposition du Ministre-Président, en charge de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre confessionnel du 25 octobre 2023 relative à la procédure électorale pour la mise en place des Instances de Concertation Locale dans l'enseignement de promotion sociale, ci-annexée, est rendue obligatoire.

Art. 2. Le Ministre-Président, en charge de l'Enseignement de Promotion sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2024 et abroge l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2020 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre confessionnel subventionné du 8 octobre 2019 relative à la procédure électorale pour la mise en place des instances de concertation locales dans l'enseignement de promotion sociale.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française:

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET